

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Vaucluse"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 34 748 860 798 euros

Nombre d'aides : 10 298 028

Nombre d'entreprises : 2 031 396

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



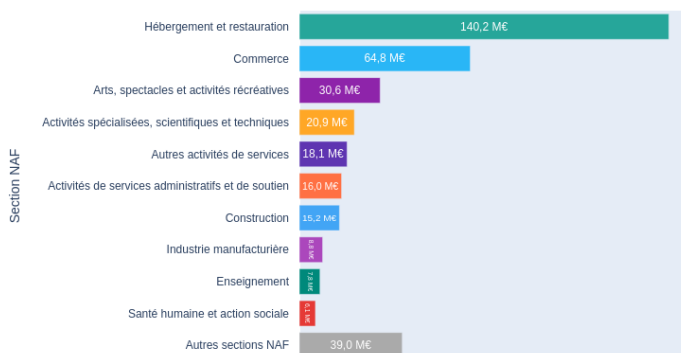
Montant total : 3 689 932 721 euros

Nombre d'aides : 1 110 004

Nombre d'entreprises : 211 021

## Niveau Départemental : Vaucluse

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 367 554 283 euros

Nombre d'aides : 117 564

Nombre d'entreprises : 23 328



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

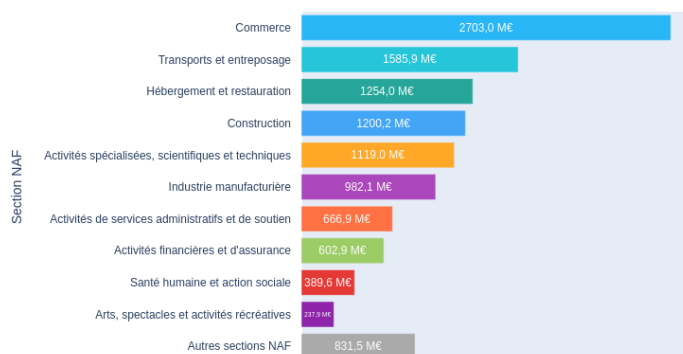


Montant total : 139 284 317 339 euros

Nombre de prêts : 685 045

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

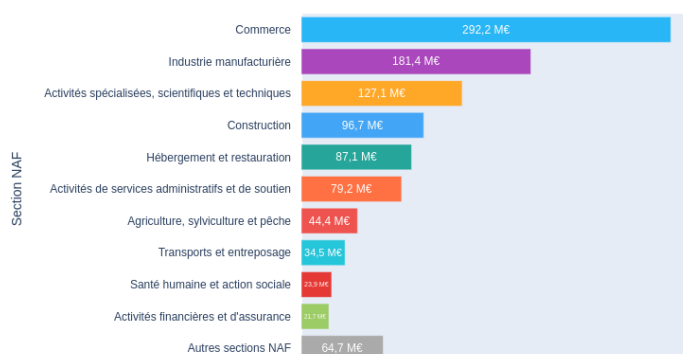


Montant total : 11 572 897 321 euros

Nombre de prêts : 74 810

## Niveau Départemental : Vaucluse

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 053 005 348 euros

Nombre de prêts : 7 983



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 567 559 465 euros

Nombre de reports : 114 822

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 148 817 309 euros

Nombre de reports : 7 380

## Niveau Départemental : Vaucluse

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 10 167 342 euros

Nombre de reports : 826



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 92 777 791 euros

Nombre d'aides : 119 543

## Niveau Départemental : Vaucluse

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 11 109 242 euros

Nombre d'aides : 14 438



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de demandes : 22 025

Nombre de salariés : 94 205

Heures demandées : 8 426 345